

# COMPETITIVITE, COUT DU TRAVAIL HALTE A L'ARNAQUE !

## MANIFESTONS ENSEMBLE, LE 6 FEVRIER

FAISONS GREVE POUR NOS REVENDICATIONS : SALAIRE, TRAVAIL,  
PROTECTION SOCIALE ...

L'année 2013, marquée par la course à l'accumulation de profits, a été une année noire pour les salariés et leur famille, mais elle a surtout été l'année de multiples cadeaux au patronat, aux actionnaires et à la finance :

» par la transposition dans la loi dite de « sécurisation de l'emploi », de l'Accord National Interprofessionnel » du 11 janvier 2013, signé par le Medef, la CFDT, la CFTC et la CFE/CGC, qui sert de base au chantage à l'emploi, à la baisse des salaires et la remise en cause du Code du Travail.

» par la mise en place du Crédit d'Impôts Compétitivité Emploi qui constitue un nouveau cadeau de 20 milliards d'euros aux entreprises financé par les salariés et leur famille par l'augmentation de la TVA, dégradant encore un peu plus leur pouvoir d'achat.

» par une énième réforme des retraites pour allonger la durée de cotisation et baisser les pensions prolongeant les logiques mortifères des réformes de 1993, 2003 et 2010 qui mettent gravement en cause notre système de retraite solidaire par répartition, l'accès à une retraite digne, notamment pour les jeunes et les générations futures, pour la plus grande satisfaction du patronat.

**Rarement, dans notre histoire sociale, nous n'avons connu un tel niveau de régression sociale dans notre pays.**

Puisqu'il faut ajouter à cette liste non exhaustive, la refonte de l'Inspection du Travail, la suppression des élections prud'homales, visant à la liquidation du droit du

travail, ou encore les vellétés de liquidation du système d'indemnisation du chômage.

Ce sont toutes les institutions sociales, tous les repères collectifs, les droits solidaires, comme la Sécurité Sociale, l'Éducation, la Santé, le Code du Travail, les Conventions Collectives qui sont démantelés pour être soumis à la loi du profit.

Hier Denis Kessler, numéro 2 du Medef, déclarait après l'élection de Nicolas Sarkozy qu'il fallait

détricotier méthodiquement tous les acquis du Conseil National de la Résistance.

Aujourd'hui, sous la présidence Hollande, Pierre Gattaz, nouveau patron des patrons, déclare la guerre aux salariés pour s'attaquer à ce qu'il reste de garanties collectives et de protections sociales solidaires.

**L'organisation syndicale patronale revendique d'avoir les mains libres pour baisser les salaires, augmenter, flexibiliser le temps de travail par une déréglementation de l'organisation du travail et supprimer les cotisations sociales** afin de « libérer l'entreprise des contraintes imposées » par le Code du Travail qui, d'après elle, terrorise les employeurs.

L'allègement de la fiscalité des entreprises, la diminution du prétendu coût du travail, la baisse des dépenses publiques et la diminution « des obstacles » à l'emploi, revendiquées par le Medef, trouvent malheureusement, une nouvelle fois, écho chez François Hollande et son gouvernement.

En effet, dans ses vœux présidentiels, le *changementeur* de l'Élysée propose un véritable marché de dupe pour les salariés avec son « pacte de responsabilité » fondé

sur moins de « charges » sur le travail, moins de « contraintes » sur l'activité des entreprises, avec, en contrepartie, plus d'embauches et de dialogue social. **Faire miroiter aux salariés, à la population une amélioration des**

**conditions de vie et de travail en acceptant de nouveaux sacrifices au nom du mythe de la compétitivité, ne sont qu'un leurre et un mensonge éhonté, un alibi pour liquider toutes les conquêtes sociales, arrachées par les luttes des salariés au fil de notre histoire, pour la seule satisfaction d'un patronat revanchard, toujours plus avide de profits.**

.../..



→ **Le patronat, les actionnaires, les nantis seraient-ils prêts à renoncer aux richesses qu'ils ont accaparées sur le dos des salariés par leur travail ?**

→ **Depuis quand le patronat plein de bonté et d'allégresse octroierait-il du travail bien rémunéré, des acquis sociaux, des emplois, des garanties collectives à ceux qui les enrichissent ?**

D'ailleurs, alors que les entreprises touchent 200 milliards d'euros par an d'aides, de subventions et d'exonérations diverses et variées, que les patrons bénéficient de plus de 30 milliards d'euros par an d'exonérations de cotisations sociales pour les salariés allant jusqu'à 1.6 fois le SMIC (exonération

totale pour le SMIC), cela ne les empêche pas de supprimer des milliers, des centaines de milliers d'emplois, uniquement pour garantir les profits, les dividendes aux actionnaires sans même restaurer les marges des entreprises, avec l'inertie complice d'un ministre du redressement productif qui regarde ailleurs, ou met des pansements sur des jambes de bois, pendant que les patrons détruisent nos industries.

**Notre économie ne souffre pas d'un manque de compétitivité par un surcoût des salaires, mais de la rançon prélevée par les activités financières, le racket de la rémunération des actionnaires, usurpé sur les richesses créées par le travail.**

## **CE SERAIT LA CRISE, MAIS POUR QUI ?**

➤ La fortune des milliardaires de la planète a doublé depuis mars 2009, passant de 3100 milliards de dollars à 6500 milliards avec le nombre de milliardaires en augmentation de 60%. En France, le revenu des 500 plus grosses fortunes a fait un bond de 25% en un an, soit 30 milliards d'euros supplémentaires pour les dix premières.

➤ La Bourse de Paris, a connu sa meilleure performance depuis 2009 avec une clôture du CAC 40 à +18%.

La régression sociale n'est pas une fatalité. Plus que jamais, l'argent existe pour répondre aux besoins des salariés, de la population.



Nous avons la force du nombre, incontournable, dès lors que nous agissons ensemble, unis, solidaires, déterminés dans les luttes.

**Résister, imposer le progrès, c'est possible par l'action collective et l'engagement syndical du plus grand nombre de salariés.**

Patrons comme politiques ne peuvent faire que ce que nous leur laissons faire.

**L'URGENCE pour tous les salariés est de se sortir de la résignation, de ne plus subir et de se battre pour peser et inverser ces choix de société.**

**La Cgt a décidé de faire du 6 février 2014 une grande journée nationale interprofessionnelle de mobilisation pour :**

- ☉ L'augmentation des salaires, retraites et minima sociaux,
- ☉ Le développement de l'emploi stable et qualifié à temps plein,
- ☉ La reconquête d'une véritable sécurité sociale solidaire, couvrant l'ensemble des risques pour les salariés et leur famille, de la naissance jusqu'à la mort,
- ☉ La reconquête de véritables services publics de qualité, proches et accessibles à tous.

**L'Union Départementale Cgt de Loir & Cher, appelle tous les salariés actifs, retraités et privés d'emploi à agir pour leurs revendications par la grève et par leur participation aux manifestations :**

## **LE JEUDI 6 FEVRIER 2014**

**Romorantin à 10H30 devant la Halle,  
Vendôme à 10H30 Place de la Liberté  
Blois à 14H30 devant la Préfecture.**

Ensemble faisons du 6 Février un coup d'arrêt des politiques patronales et le point de départ d'une reconquête sociale et économique dans nos entreprises comme dans le pays.

*Blois le 15/01/2014*